

## **RÉVISION DES RÈGLEMENTS D'EXEMPTION PAR CATÉGORIE ET DES LIGNES DIRECTRICES APPLICABLES AUX ACCORDS HORIZONTAUX – APERÇU DES PRINCIPALES MODIFICATIONS PROPOSÉES**

### **1. INTRODUCTION**

- (1) Le 1<sup>er</sup> mars 2022, la Commission a publié, à des fins de consultation des parties intéressées, les projets de règlements d'exemption par catégorie révisés concernant les accords de recherche et développement (ci-après le «REC applicable à la R&D») et les accords de spécialisation (ci-après le «REC applicable aux accords de spécialisation»), collectivement désignés les «règlements d'exemption», et les projets de lignes directrices révisées sur les accords de coopération horizontale qui les accompagnent (ci-après les «lignes directrices sur les accords horizontaux»). Les règlements d'exemption expireront le 31 décembre 2022.
- (2) La coopération horizontale favorable à la concurrence sous la forme d'accords de R&D et d'accords de spécialisation couverts par les règlements d'exemption est essentielle pour la transition numérique et écologique et peut contribuer à la résilience du marché intérieur. En vertu des règlements d'exemption, les accords de R&D et de spécialisation qui remplissent certaines conditions sont exemptés de l'application de l'article 101, paragraphe 1, du traité parce qu'ils sont présumés satisfaire aux exigences en matière d'exemption prévues à l'article 101, paragraphe 3, du traité. Les règlements d'exemption créent ainsi une zone de sécurité pour ces catégories d'accord.
- (3) Les lignes directrices sur les accords horizontaux fournissent des orientations sur la manière d'interpréter et d'appliquer les règlements d'exemption et sur la manière d'autoévaluer la conformité avec l'article 101, paragraphe 1, et l'article 101, paragraphe 3, du traité, des accords de R&D et de spécialisation, mais aussi d'autres types d'accords de coopération horizontale qui ne bénéficient pas d'une exemption au titre des règlements d'exemption. Cela inclut les accords d'achat, de commercialisation et de normalisation, ainsi que les conditions générales, mais aussi, plus généralement, les échanges d'informations.
- (4) L'objectif de la consultation est de recueillir les observations des parties intéressées sur les propositions i) de projets de règlements d'exemption révisés et ii) de projets de lignes directrices sur les accords horizontaux révisés. Les modifications proposées visent à remédier aux problèmes recensés dans l'évaluation, tels qu'exposés dans le document de travail des services de la Commission publié le 6 mai 2021<sup>1</sup>.
- (5) L'évaluation a montré que les règlements d'exemption et les lignes directrices sur les accords horizontaux permettaient plus facilement aux entreprises de coopérer de manière économiquement souhaitable et sans répercussions néfastes du point de vue de la politique de la concurrence. Ils favorisent la concurrence et apportent une sécurité juridique aux entreprises lors de la conception et de la mise en œuvre de leurs accords de coopération horizontale. Les règlements d'exemption et les lignes directrices sur les accords horizontaux ont également répondu à leur objectif de simplification de la surveillance administrative exercée par la Commission, les autorités nationales de concurrence («ANC») et les juridictions nationales.

---

<sup>1</sup> Voir le document de travail des services de la Commission, Evaluation of the Horizontal Block Exemption Regulations, SWD(2021) 103 final du 6 mai 2021, [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-05/HBERs\\_evaluation\\_SWD\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-05/HBERs_evaluation_SWD_en.pdf)

- (6) L'évaluation a toutefois également montré que les règlements d'exemption et les lignes directrices sur les accords horizontaux n'étaient pas tout à fait adaptés aux transformations économiques et sociétales observées ces dix dernières années, notamment le passage au numérique et la poursuite d'objectifs de durabilité. Certaines des dispositions des règlements d'exemption ont été considérées comme rigides et complexes, tandis que d'autres ont été jugées peu claires et difficiles à interpréter par les entreprises. Le niveau de sécurité juridique fourni par les lignes directrices sur les accords horizontaux a été jugé inégal pour les différents types d'accords de coopération horizontale couverts.
- (7) Depuis le lancement de la phase d'analyse d'impact en juin 2021<sup>2</sup>, la Commission a recueilli de nouvelles données sur les domaines à améliorer. Elle a organisé une consultation publique ouverte et plusieurs consultations ciblées sur des types spécifiques d'accords de coopération horizontale. La Commission a également organisé des ateliers avec les parties intéressées et commandé cinq études d'appui à l'analyse d'impact. Des informations supplémentaires ont été recueillies dans le cadre de discussions avec les parties intéressées et les ANC. Les règlements d'exemption et les lignes directrices sur les accords horizontaux révisés tiennent compte de toutes les informations récoltées jusqu'à présent. La consultation publique sur ces projets fait partie intégrante de l'établissement des faits par la Commission. Elle alimentera l'analyse d'impact sur laquelle se fonderont les versions finales des règlements d'exemption révisés et des lignes directrices sur les accords horizontaux révisés.
- (8) La présente note explicative expose les principales modifications proposées dans les projets de règlements d'exemption révisés et de lignes directrices sur les accords horizontaux révisés, par type d'accord, et explique en quoi ces modifications visent à résoudre les problèmes recensés dans l'évaluation et contribuent ainsi à la réalisation des objectifs des règlements d'exemption et des lignes directrices sur les accords horizontaux.

## **2. ACCORDS DE R&D - MODIFICATIONS PROPOSÉES DU PROJET DE REC APPLICABLE À LA R&D RÉVISÉ ET DU CHAPITRE CONNEXE DES LIGNES DIRECTRICES SUR LES ACCORDS HORIZONTAUX**

- (9) L'évaluation a montré que le texte du REC applicable à la R&D n'était pas suffisamment adapté aux accords pour le développement de nouveaux produits, technologies et procédés et pour les efforts de R&D visant principalement un but ou un objectif spécifique (les «pôles de R&D»). Pour garantir une protection efficace continue de la concurrence, le projet de REC applicable à la R&D révisé propose de ne plus exempter les accords de ce type lorsque moins de trois efforts de R&D concurrents resteraient en plus de ceux, comparables, des parties à l'accord de R&D.
- (10) Pour permettre plus facilement aux entreprises de coopérer dans le cadre des accords de R&D, pour fournir une sécurité juridique adéquate et simplifier la surveillance administrative, le projet de REC applicable à la R&D révisé propose également:
- a. de simplifier le délai de grâce qui s'applique si les parts de marché dépassent le seuil d'exemption;

---

<sup>2</sup> Une analyse d'impact initiale a été publiée le 7 juin 2021 et est disponible ici: [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-06/HBERs\\_inception\\_impact\\_assessment.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-06/HBERs_inception_impact_assessment.pdf)

- b. d'ajouter de nouvelles définitions et de clarifier la formulation des définitions existantes;
  - c. de calculer les parts de marché sur la base de l'année civile précédente ou sur la base de la moyenne des trois années précédentes en fonction du marché (le REC applicable à la R&D actuel ne prévoit que l'année civile précédente comme base de calcul);
  - d. de modifier légèrement la définition des «concurrents potentiels» afin d'en ôter la référence à une augmentation légère mais permanente des prix;
  - e. d'introduire un article sur le retrait fondé sur la formulation existante dans les considérants du REC applicable à la R&D.
- (11) En outre, le projet de lignes directrices sur les accords horizontaux révisés propose une nouvelle section expliquant l'application du REC applicable à la R&D afin d'aider les entreprises à mieux comprendre son mode de fonctionnement et les différents concepts et définitions qui y sont utilisés.

### **3. ACCORDS DE SPÉCIALISATION - MODIFICATIONS PROPOSÉES DU PROJET DE REC APPLICABLE AUX ACCORDS DE SPÉCIALISATION RÉVISÉ ET DU CHAPITRE CONNEXE DES LIGNES DIRECTRICES SUR LES ACCORDS HORIZONTAUX**

- (12) Afin de clarifier l'incertitude relative au champ d'application du REC applicable aux accords de spécialisation qui a été soulignée dans l'évaluation, le projet de REC applicable aux accords de spécialisation révisé propose d'étendre la définition des «accords de spécialisation unilatérale» afin de couvrir plus de deux parties (le REC applicable aux accords de spécialisation actuel fait strictement référence aux accords entre deux parties). En outre, les projets de textes révisés proposent que les accords de sous-traitance horizontaux en général, et pas seulement ceux visant à accroître la production, puissent bénéficier de la zone de sécurité offerte par les lignes directrices sur les accords horizontaux.
- (13) Les modifications supplémentaires proposées dans le REC applicable aux accords de spécialisation révisé et dans les lignes directrices sur les accords horizontaux révisés visent à permettre plus facilement aux entreprises de coopérer dans le cadre d'accords de spécialisation, pour fournir une sécurité juridique adéquate et simplifier la surveillance administrative. À cette fin, le projet de REC applicable aux accords de spécialisation révisé propose:
- a. de simplifier le délai de grâce qui s'applique si les parts de marché dépassent le seuil d'exemption;
  - b. d'ajouter de nouvelles définitions et de clarifier la formulation des définitions existantes;
  - c. de calculer les parts de marché sur la base de l'année civile précédente ou sur la base de la moyenne des trois années précédentes en fonction du marché (le REC actuel ne prévoit que l'année civile précédente comme base);
  - d. de modifier légèrement la définition des «concurrents potentiels» afin d'en ôter la référence à une augmentation légère mais permanente des prix;
  - e. d'introduire un article sur le retrait fondé sur la formulation existante dans les considérants du REC applicable à la spécialisation;
  - f. d'établir plus clairement comment le seuil de part de marché s'applique si l'accord concerne des produits intermédiaires.

- (14) En outre, le projet de lignes directrices sur les accords horizontaux révisés propose:
- a. une nouvelle section expliquant l'application du REC applicable aux accords de spécialisation afin d'aider les entreprises à mieux comprendre son mode de fonctionnement et les différents concepts et définitions qui y sont introduits, ainsi que
  - b. des orientations sur les accords de partage de réseau, en tant qu'illustration spécifique des accords de production impliquant des services.

#### **4. PRINCIPALES MODIFICATIONS PROPOSÉES DES AUTRES CHAPITRES DES LIGNES DIRECTRICES SUR LES ACCORDS HORIZONTAUX**

##### **4.1. Introduction des lignes directrices sur les accords horizontaux**

- (15) Le chapitre introductif du projet de lignes directrices sur les accords horizontaux révisés propose:
- a. une restructuration visant à garantir un flux plus logique et à tenir compte de l'ajout d'un chapitre sur les accords de durabilité. Le chapitre est aligné sur le projet de lignes directrices sur les restrictions verticales afin de garantir la cohérence;
  - b. des orientations supplémentaires pour aider les entreprises dans leur autoévaluation de leurs accords en vertu de l'article 101, paragraphe 1, du traité, concernant en particulier:
    - i. la détermination du centre de gravité des accords de coopération horizontale;
    - ii. les concepts clés (entreprise, association d'entreprises, pratique concertée, etc.), conformément à la jurisprudence pertinente;
    - iii. l'application de l'article 101, paragraphe 1, aux entreprises communes et à leurs sociétés parentes, en tenant compte de l'évolution de la jurisprudence;
  - c. des orientations supplémentaires sur les restrictions par objet et par effet, afin de tenir compte de la jurisprudence récente.

##### **4.2. Accords d'achat groupé (chapitre 4)**

- (16) Afin de continuer à atteindre ses objectifs, le chapitre sur les accords d'achat groupé propose:
- a. une légère restructuration pour faciliter l'autoévaluation;
  - b. des précisions supplémentaires sur les types d'accords d'achat groupé, indiquant également clairement que le chapitre s'applique à tous les types de secteurs. Il est en outre précisé que les orientations s'appliquent non seulement aux achats groupés proprement dits, mais aussi aux négociations conjointes (y compris par les détenteurs d'une licence pour les BEN);
  - c. d'élargir les orientations sur les restrictions *par objet* en vertu de l'article 101, paragraphe 1, en précisant la distinction entre les ententes entre acheteurs et les accords d'achat groupé;
  - d. des orientations actualisées sur les restrictions *par effet* et l'ajout d'une référence à la jurisprudence, indiquant que certaines dispositions contractuelles peuvent ne pas relever de l'article 101, paragraphe 1, du TFUE si cela est objectivement nécessaire pour l'accord d'achat groupé;

- e. une clarification du scénario du préjudice potentiel en amont pour les fournisseurs et la détermination des circonstances dans lesquelles il est moins probable que des prix plus bas soient répercutés sur les consommateurs; la fourniture d'une explication sur les menaces en matière de négociation (qui devraient également être évaluées en fonction de leurs effets);
- f. des explications complémentaires dans la section consacrée à l'évaluation de la répercussion sur les consommateurs prévue par l'article 101, paragraphe 3.

#### **4.3. Accords de commercialisation (chapitre 5)**

(17) Afin de continuer à atteindre ses objectifs, le chapitre sur les accords de commercialisation dans le projet de lignes directrices sur les accords horizontaux révisées propose:

- a. des orientations supplémentaires sur les règles spécifiques aux accords de commercialisation des produits agricoles;
- b. des orientations supplémentaires sur les principaux risques de limitation de la production dans les accords de commercialisation;
- c. des précisions supplémentaires sur les marchés en cause et sur les effets anticoncurrentiels;
- d. une section spécifique sur les consortiums de soumissionnaires et, en particulier, sur l'évaluation des accords de consortium entre les parties qui seraient en mesure de participer individuellement aux appels d'offres, et sur l'analyse à effectuer dans de tels cas.

#### **4.4. Échange d'informations (chapitre 6)**

(18) Afin de continuer à atteindre ses objectifs, le chapitre sur les échanges d'informations dans le projet de lignes directrices sur les accords horizontaux révisées propose:

- a. une nouvelle structure, afin de faciliter l'autoévaluation;
- b. des orientations supplémentaires, dans l'introduction, sur différents types d'échange d'informations, y compris différents types de partage de données;
- c. des orientations supplémentaires, dans l'introduction, sur les échanges dans le contexte des acquisitions et sur les échanges découlant d'initiatives réglementaires (de l'UE);
- d. une identification préalable des informations commercialement sensibles dans la section consacrée à l'appréciation en vertu de l'article 101, paragraphe 1, du traité. Cette section est également étendue afin d'inclure la jurisprudence récente sur les infractions dites «par objet»;
- e. des orientations supplémentaires sur de nombreux concepts pertinents pour l'autoévaluation, notamment sur les «informations/données réellement publiques», l'agrégation des informations/données, l'âge des informations, la divulgation unilatérale, les échanges d'informations indirects (y compris des scénarios en étoile et des facilitateurs tiers), et des références à la jurisprudence récente;
- f. de nouvelles sections contenant des orientations sur les mesures visant à limiter/contrôler la manière dont les données sont utilisées et sur l'accès aux informations collectées.

#### **4.5. Accords de normalisation (chapitres 7 et 8)**

- (19) Afin de continuer à atteindre ses objectifs, le chapitre sur les accords de normalisation dans le projet de lignes directrices sur les accords horizontaux révisés propose d'introduire:
- a. plus de flexibilité dans l'analyse des effets en permettant, dans certaines circonstances, une participation plus limitée à l'élaboration d'une norme;
  - b. une exigence de divulgation plus spécifique et l'acceptation de la divulgation généralisée en tant qu'exception/moyen moins efficace d'atteindre les deux objectifs consistant à garantir i) un choix éclairé de la technologie à inclure dans la norme et ii) un accès effectif au résultat de la norme;
  - c. une mention indiquant que les accords de développement de normes prévoyant des divulgations ex ante d'un taux de redevance maximal accumulé par tous les titulaires de DPI ne restreindront pas, en principe, la concurrence au sens de l'article 101, paragraphe 1;
  - d. plus d'éléments permettant d'évaluer si une redevance proposée est RAND;
  - e. des références au cadre d'évaluation pertinent pour les groupes de négociation des licences dans le chapitre sur l'achat groupé;
  - f. une division du chapitre existant en deux chapitres, l'un sur les accords de normalisation (chapitre 7) et l'autre sur les conditions générales (chapitre 8).

#### **4.6. Accords de durabilité (chapitre 9)**

- (20) En ce qui concerne les lignes directrices sur les accords horizontaux, un chapitre sur les accords de durabilité est proposé. Le chapitre propose une définition des accords de durabilité et explique dans quels cas ces accords ne relèvent pas du champ d'application de l'article 101, paragraphe 1. Le chapitre propose également des orientations sur la manière dont les accords de durabilité seront évalués lorsqu'ils entrent dans le champ d'application de cette disposition et peuvent bénéficier d'une exemption individuelle sur la base de l'article 101, paragraphe 3.
- (21) Il est proposé d'accorder une attention particulière aux accords qui fixent des normes de durabilité, étant donné que cela devrait être la forme de coopération la plus fréquente pour réaliser les objectifs de durabilité et parce que les normes de durabilité sont distinctes des types de normes technologiques évoquées au chapitre 7.

\*\*\*